

Le cœur de Tunis de nouveau frappé

L'explosion d'un bus de la garde présidentielle a fait treize morts

TUNIS - correspondant

An nouveau, ces ambulances aux sirènes hurlantes fonçant vers les hôpitaux. Une fois encore, ces policiers en armes, nerveux, qui barrent le passage derrière des barrières de sécurité tandis que s'enflèvent les spéculations sur le nombre de victimes. C'est sous une froide pluie d'automne que Tunis a renoué, mardi 24 novembre, avec l'atmosphère viciée des attentats.

En lisière de l'avenue Mohamed-V, la plus vaste et longue artère de la capitale tunisienne, un bus de la garde présidentielle a été déchiqueté en fin d'après-midi par une explosion de nature «terroriste», selon les autorités. Le bilan provisoire mercredi matin s'établissait à treize morts et vingt blessés – la plupart étant des membres de cette unité sécuritaire. Le bus a pris feu sous la violence de l'explosion. Interrogé en fin de soirée, le porte-parole de la présidence, Moez Sinaoui, n'était d'abord pas en mesure d'indiquer si un kamikaze était impliqué dans l'attaque. «Selon les premiers détails, l'attaquant portait un sac dans le dos. Il s'est fait sauter en montant à bord du bus, avec des explosifs militaires», a ensuite précisé mercredi matin un responsable de la sécurité présidentielle.

Il s'agit de la seconde attaque terroriste la plus sanglante perpétrée au cœur de la capitale après l'assaut djihadiste du 18 mars con-

tre le Musée du Bardo qui avait fait vingt-deux morts (dont vingt et un touristes étrangers). Mais c'est la première qui vise sur une pareille échelle des forces de l'ordre. L'attentat n'avait toujours pas été revendiqué mercredi en début de matinée. L'organisation Etat islamique (EI) avait proclamé sa responsabilité dans l'attaque du Musée du Bardo, ainsi que dans l'assaut (trente-huit touristes étrangers tués), le 26 juin, contre la station balnéaire de Port El-Kantaoui, près de Sousse.

La première réaction des autorités tunisiennes a été de décréter l'état d'urgence pour une durée de trente jours, ainsi qu'un couvre-feu sur le Grand Tunis, de 21 heures à 5 heures du matin, a annoncé le président de la République, Beji Caïd Essebsi. L'état d'urgence avait déjà été instauré début juillet, dans la foulée de l'attentat

de Sousse, avant d'être levé trois mois plus tard à la lumière d'une amélioration relative de la situation sécuritaire dans le pays. Les forces de sécurité tunisiennes n'en demeuraient pas moins sur les dents au vu d'une menace qui n'avait pas disparu. Les mesures de protection avaient notamment été renforcées autour du ministère de l'intérieur, avenue Habib-Bourguiba, non loin du lieu de l'attentat de mardi.

C'est un nouveau coup dur pour la jeune démocratie tunisienne, qui fait figure d'exception dans le monde arabo-musulman. Près de cinq ans après le début du soulè-

vement des «printemps arabes», le petit pays d'Afrique du Nord (11 millions d'habitants) continue d'être le chantier d'une expérience démocratique fragile, tâtonnante, parfois marquée de reculs, mais suffisamment tenace pour que le prix Nobel de la paix 2015 lui ait été attribué.

Depuis les années 2012-2013, ce «modèle tunisien» doit faire face à la cristallisation d'une menace terroriste issue de l'émergence d'un

mouvement salafiste radical dans la foulée de la «révolution du jasmin». Des groupes djihadistes ont ainsi fait leur apparition dans les massifs montagneux du centre-ouest (les monts Chaambi, Semmama et Selloum) à proximité de la frontière algérienne. Les forces de l'ordre y sont régulièrement prises pour cible, notamment autour de la ville de Kasserine.

Influence grandissante de l'EI

Ces premiers noyaux insurgés revendiquaient leurs liens avec le groupe Okba Ibn Nafaa, affilié à Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI). Au début de l'année, l'influence de l'EI a commencé à se faire sentir sur cette galaxie djihadiste, en liaison notamment avec l'instabilité dans laquelle s'est trouvée plongée la Libye voisine. Ainsi est apparu le groupe Ajnad Al-Khilafa («soldat du califat»), des dissidents d'Okba Ibn Nafaa qui ont prêté allégeance à EI.

Les assauts du Musée du Bardo, puis de Sousse, ont confirmé cette influence grandissante de la filière

EI. Selon les autorités de Tunis, les auteurs de ces deux attaques, tous de nationalité tunisienne, avaient été formés dans des camps en Libye. Plus récemment, l'EI a revendiqué la décapitation, le 13 novembre, d'un jeune berger âgé de 16 ans, Mabrouk Soltani, près de Sidi Bouzid (centre) sous le prétexte qu'il aurait été un «informateur» des autorités.

Ce défi terroriste qui menace la Tunisie inquiète vivement ses partenaires occidentaux. Ainsi, la coopération s'est-elle renforcée avec la France, qui a annoncé en octobre un quadruplement de son aide militaire à Tunis (passant de 2,5 millions à 10 millions d'euros par an) pour 2016 et 2017. Les Etats-Unis, qui ont accordé à la Tunisie le titre d'«allié majeur non membre de l'OTAN» (sixième pays arabe à bénéficier de ce statut), ont annoncé pour leur part un doublement de leur aide militaire, laquelle passerait à 88,5 millions d'euros en 2016. Le «modèle» tunisien, jugé exemplaire dans cette région du monde, doit impérativement survivre aux yeux des capitales occidentales. ■

FRÉDÉRIC BOBIN

L'état d'urgence a été décrété pour une durée de trente jours ainsi qu'un couvre-feu sur le Grand Tunis